



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET D'EURE ET LOIR

29/05/2012

Direction départementale de la cohésion
sociale et de la protection des populations
Service Environnement et Nature
15 place de la République – CS 70527
28019 CHARTRES
Tél. : 02.37.90.37.03
Fax : 02.37.35.18.12
Affaire suivie par Mme Claude SEMAIL

0267420120529apc

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

=====

MODIFIANT LES CONDITIONS D'EXPLOITATION ET PROLOGEANT LA DUREE D'AUTORISATION DE LA CARRIERE EXPLOITEE
PAR LA SOCIETE CARRIERES GENET RASORI
SITUEE SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE FONTAINE LA GUYON, COURVILLE SUR EURE ET SAINT LUPERCE
- N°ICPE : 2674

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Code minier ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 autorisant la Société Carrières Genet Rasori à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert d'argiles à silex sur le territoire des communes de Fontaine la Guyon, Courville sur Eure et Saint-Lupercé ;

Vu la demande de modification des conditions d'exploitation et de prolongation de la durée d'autorisation déposée par la Société Carrières Genet Rasori par courrier du 17 août 2011 et complétée par mail les 21 et 27 mars 2012 ;

Vu le dossier joint à la demande susvisée ;

Vu le courrier du 9 juin 2006 du service régional de l'archéologie notifiant à la Société Carrières Genet Rasori la réception du rapport de diagnostic d'archéologie préventive pour son site située sur le territoire des communes de Fontaine la Guyon, Courville sur Eure et Saint-Lupercé ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 28 mars 2012 ;

Vu l'avis favorable de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites – formation Carrières émis lors de sa réunion du 10 mai 2012 au cours de laquelle le demandeur a été entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté le 16 mai 2012 à la connaissance du demandeur qui n'a formulé aucune remarque dans le délai imparti ;

Considérant le délai de 6 mois entre la signature de l'arrêté préfectoral autorisant la carrière visée ci-dessus et le courrier du service régional de l'archéologie visé ci-dessus ;

Considérant que l'article R512-35 du Code de l'Environnement prévoit que la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

Considérant que les impacts du fonctionnement de l'installation pendant la prolongation de la durée d'extraction et la prolongation de la durée pour l'amenée de déchets inertes extérieurs sont compensés par un moindre impact pendant la durée d'autorisation du fait d'un rythme d'exploitation plus faible ;

Considérant que les demandes de modification concernant le délai pour la remise en état, la prolongation de la durée d'extraction et la prolongation de la durée pour l'amenée de déchets inertes extérieurs ne constituent pas des modifications substantielles ;

Considérant que les modifications présentées doivent faire l'objet de prescriptions complémentaires en vertu de l'article R. 512-33 du Code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant et que celui-ci n'a formulé aucune observation dans le délai imparti ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARTICLE 1

A R R E T E

La Société Carrières Genet Rasori - dont le siège social est situé 38 rue du Général de Gaulle à Saint-Georges-sur-Eure (28190) - est tenue de respecter les dispositions suivantes modifiant l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 autorisant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert d'argiles à silex sur le territoire des communes de Fontaine la Guyon, Courville sur Eure et Saint-Luperce.

ARTICLE 2

Les dispositions de l'article I.2.B de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« I.2.B QUANTITES AUTORISEES

La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière est 300 000 tonnes/ an avec une moyenne de 225 000 tonnes/an.

La quantité maximale traitée dans l'installation de premier traitement est de 300 000 tonnes/ an.

Le volume moyen annuel de matériaux de remblaiement extérieur au site apporté est de 123 000 m³ soit 221 400 tonnes/an. L'amenée de matériaux de remblaiement extérieur est autorisée jusqu'à la finalisation du réaménagement du site. »

ARTICLE 3

Les dispositions de l'article I.2.C de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« I.2.C DUREE DE L'AUTORISATION

L'échéance de la présente autorisation d'exploiter une carrière, incluant la remise en état du site, est fixée au 9 juin 2014 (dont 1 an pour terminer la remise en état). L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée durant la dernière année qui précède l'échéance de la présente autorisation.

La remise en état doit être achevée trois mois avant l'échéance de l'autorisation. »

ARTICLE 4

Les dispositions de l'article II.1.A de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« II.1.A MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

L'exploitation est menée en 2 périodes, dont une période quinquennale et une période de 4 ans.

A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).

Pour la deuxième période de 4 ans, le montant de garanties financières est de 385 662,94€ établi selon les surfaces S1, S2 et S3 reprises dans le tableau ci-dessous :

S1	S2	S3
8,24 ha	6 ha	0,08 ha

L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence de la deuxième période est celui en vigueur au mois de novembre 2011, soit 685,8.

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée. »

Article 5

Les annexes au présent arrêté remplacent l'annexe mentionné « plan de phasage » pour la zone située sur la commune de Courville sur Eure de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006.

Article 6– APPLICATION

Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès sa notification.

ARTICLE 7 – VOIE ET DELAIS DE RECOURS

A – Recours administratif

Le pétitionnaire peut présenter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, service environnement et nature – 15 place de la République – 28000 CHARTRES,

- un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'Ecologie, du développement durable des transports et du logement – Direction générale de la prévention des risques – Arche de La Défense – Paroi Nord – 92055 La Défense Cedex.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux ou hiérarchique emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

L'exercice d'un recours administratif ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du tribunal administratif.

B – Recours contentieux

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction

Il peut être déféré au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS Cedex :

- 1) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- 2) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 8 – NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Copies conformes en seront adressées au Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Centre, aux Maires des communes de Fontaine la Guyon, Courville sur Eure et Saint-Lupercé.

Un extrait du présent arrêté sera, aux frais de l'exploitant, inséré par les soins du Préfet, dans deux journaux d'annonces légales du département.

Il sera en outre affiché pendant une durée d'un mois en mairies de Fontaine la Guyon, Courville sur Eure et Saint Lupercé. Les maires dresseront procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché, en permanence et de façon visible, par l'exploitant dans son établissement.

ARTICLE 9 - SANCTIONS

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 10 – EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, MM. les Maires de Fontaine la Guyon, Courville sur Eure et Mme le Maire de Saint Lupercé, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Centre, l'Inspecteur des Installations Classées et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Chartres, le 29 mai 2012

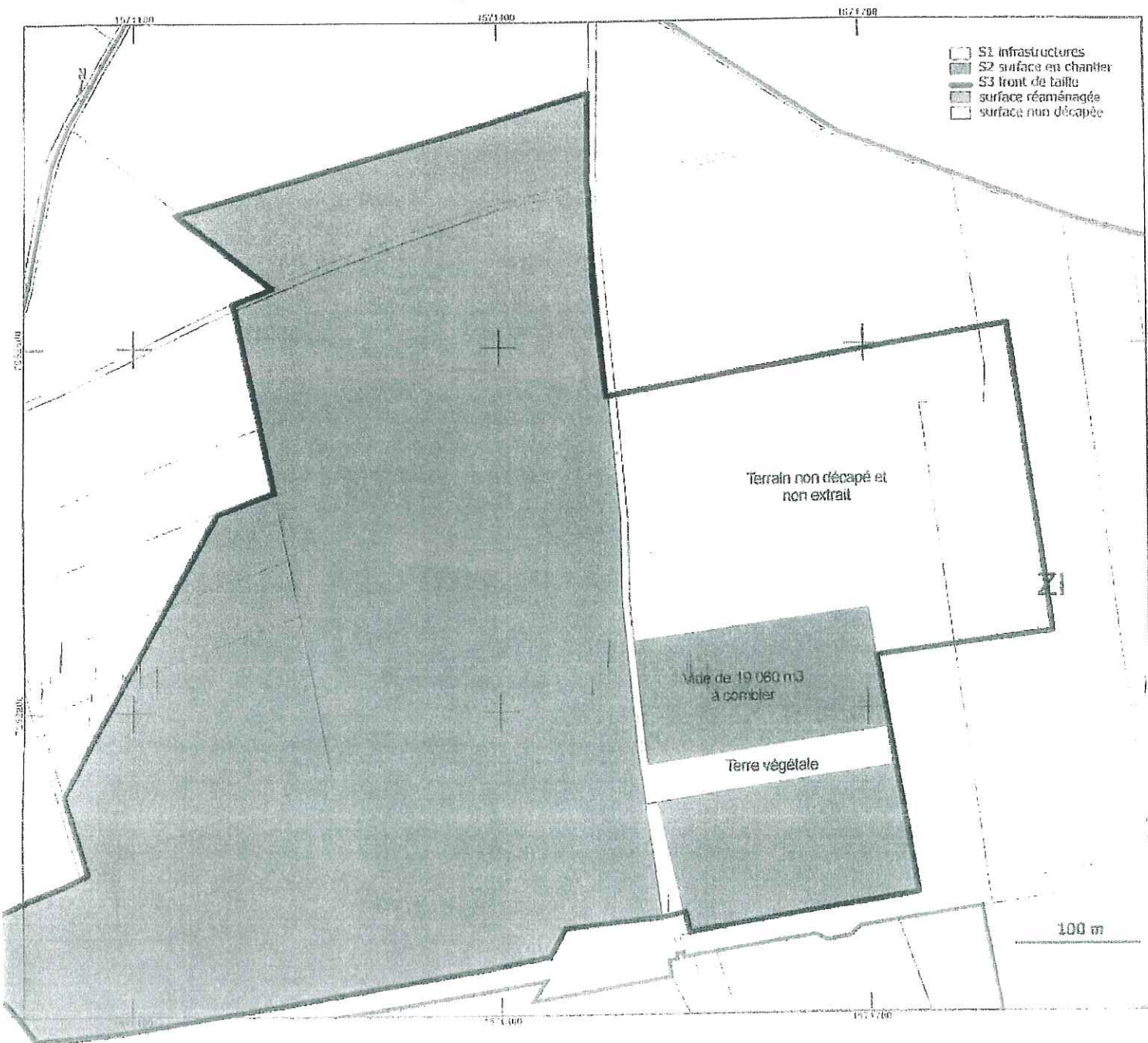
LE PREFET,

POUR COPIE CONFORME

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général


Blaise GOURTAY

Le 9 janvier 2013



Le 9 juillet 2013

